

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAMP**

Le Pharo  
58, boulevard Charles Livon  
13007 Marseille

Références : SS-D-2025-0515  
Code AIOT : 0006404706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND). L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement doit être mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018. En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen. Dans ce cadre, une inspection a été effectuée afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation, notamment sur le volet « moyens de lutte contre l'incendie ».

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
2	Alarme	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
3	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
4	Exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
5	Risque de sinistre	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
6	Débroussaillage et décapage	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2.1	Sans objet
7	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.7.4.4	Sans objet
8	Suivi des eaux souterraines	AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les points de contrôle ciblés en lien avec la procédure de réexamen, l'exploitation des installations se réalise dans le respect des meilleurs techniques disponibles (MTD) et prescriptions de l'AMPG ISDND applicable.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositif de détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une

<p>présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dispositif de détection des départs d'incendies est constitué de 4 caméras thermiques avec report vidéo et alarme dans la salle de contrôle des opérateurs de l'accueil.</p> <p>La facture du dispositif installé a été transmise par l'exploitant (certification service fait).</p> <p>Des rondes régulières sont organisées en heures ouvrables par le personnel présent.</p> <p>Ces rondes sont effectuées par le gardien en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Le registre de suivi des rondes a été consulté. Il n'appelle pas d'observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Alarme

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un téléphone permet d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Plan défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.</li> </ul> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie (PDI) a été élaboré à partir du plan d'intervention interne (PII) existant mis à jour.</p> <p>La dernière version date du 1er mai 2025.</p> <p>Le PDI a été transmis au SDIS par courriel du 21/05/2025.</p> <p>Il a été transmis à l'Inspection par courriel du 12/06/2025 et n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 4 : Exercice défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Des exercices incendie sont organisés régulièrement. Le dernier a eu lieu le 03/06/2025.</p> <p>Le compte rendu souligne que le personnel a su faire preuve d'efficacité, de coordination et d'anticipation dans la gestion d'un départ de feu simulé. L'exercice valide pleinement la capacité du site à faire face à un incident réel.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Risque de sinistre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation sinistre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des agents d'exploitation est formé et a la certification CACES. Les entreprises extérieures, pour accéder au site, doivent signer le plan de prévention reprenant l'ensemble des procédures à tenir en cas d'incendie (ou accident) et numéros de téléphone à contacter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Débroussaillage et décapage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence débroussaillée tout autour du casier. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence décapée tout autour de l'alvéole en cours d'exploitation. Une bande de 50 mètres de largeur à compter des bandes décapées définies ci-dessus est maintenue débroussaillée. Une bande de 50 mètres de largeur à compter de la clôture du site, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site. L'ensemble de ces travaux est réalisé progressivement, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le débroussaillage est correctement effectué, à l'intérieur et à l'extérieur des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens de lutte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont au moins dotées : <ul style="list-style-type: none"><li>- de deux citernes d'eau incendie (type DFCI) de 60 m<sup>3</sup> équipées de raccords normalisés et placées à proximité immédiate de l'alvéole en exploitation,</li><li>- d'une réserve minimale de 400 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours</li></ul>

d'exploitation. Cette réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et ne sera pas confondue avec celle nécessaire à la couverture journalière des déchets.
<b>Constats :</b>  Les 2 citernes de 60 m <sup>3</sup> sont visibles. La réserve de terre de 400 m <sup>3</sup> est à proximité de la zone d'exploitation. Les poteaux incendie et les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification annuelle le 19/06/2025 (justificatifs transmis par courriel de l'exploitant le 25/07/2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Suivi des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• concernant le suivi des eaux souterraines : analyse à une fréquence mensuelle (au lieu de trimestrielle) des piézomètres PZ3 et PZ5 pour une durée de 6 mois minimum, sans délais, et transmission d'une proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines au sud de l'alvéole n°3, sous 3 mois ;</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection précédente du 20 juin 2024, il avait été constaté qu'aucune transmission de proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines au sud de l'alvéole n°3 n'avait été effectuée. Aussi une proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines était attendue sous 1 mois. Par courriel du 04/04/2025, l'exploitant a transmis le rapport de l'état des lieux des piézomètres du réseau de surveillance (étude ANTEA de février 2025), qui ne comprend pas de proposition de suivi tel que demandé dans l'arrêté de mesures conservatoires du 22/11/2023. Dans son courriel du 12/08/2025, l'exploitant indique que les démarches sont en cours avec le bureau d'études ANTEA pour l'implantation d'un nouveau piézomètre.  Les éléments transmis par courriel du 28/11/2025 confirment que l'exploitant va renforcer le suivi des eaux souterraines par l'implantation d'un nouveau piézomètre au sud de l'alvéole 3, en aval hydraulique du site. Les caractéristiques techniques et les coordonnées GPS d'implantation de l'ouvrage ont également été communiqués. Les travaux sont prévus courant 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite